

Parlamentsdienste

Services du Parlement

Servizi del Parlamento

Servetschs dal parlament

Fin novembre 2011



Commissions des affaires juridiques,  
secrétariat  
CH-3003 Berne  
Tél. 031 322 97 19  
Fax 031 322 98 67  
www.parlement.ch  
rk.caj@pd.admin.ch

# **La Commissions des affaires juridiques du Conseil national pendant la 48<sup>e</sup> législature 2007 – 2011**

## **1 Mandat**

Selon l'art. 44, al. 1 de la loi sur le Parlement, les commissions législatives:

- a. procèdent à l'examen préalable des objets qui leur ont été attribués;
- b. examinent et tranchent les objets sur lesquels elles sont appelées à statuer définitivement en vertu de la loi;
- c. suivent l'évolution sociale et politique dans leur domaine de compétences;
- d. élaborent des propositions visant à résoudre des problèmes relevant de leur domaine de compétences;
- e. soumettent des propositions à la Conférence des collèges présidentiels des commissions et délégations de surveillance ou donnent au Conseil fédéral des mandats visant à faire effectuer des évaluations de l'efficacité et participent à la définition des priorités;
- e.<sup>1</sup> veillent, dans leur domaine de compétences, à ce que des évaluations de l'efficacité soient effectuées; à cette fin, elles soumettent des propositions aux organes concernés de l'Assemblée fédérale ou donnent un mandat au Conseil fédéral;
- f. tiennent compte des résultats des évaluations de l'efficacité.





Par décision du Bureau du 8.11.1991 et en vertu de modifications ultérieures, la commission des affaires juridiques du Conseil national s'est vu attribuer les domaines de compétence suivants: Code civil, code des obligations, code pénal, code pénal militaire, exécution des peines, propriété intellectuelle, droit foncier, concurrence déloyale, protection des données, protection de l'Etat, organisation judiciaire, expropriation, poursuite pour dettes et faillite, droit international privé, immunité, amnistie, examen préalable de demandes concernant la levée de l'immunité des parlementaires et des magistrats.

## 2 Objets traités pendant la 48e législature 2007-2011

### 21 Répartition par type des objets traités

La CAJ-CN a procédé à l'examen préalable de 244 objets, qui se répartissent comme suit:

	Type d'objet	Nombre	Remarques
a.	Initiatives populaires	4	
b.	Projets d'arrêtés du Conseil fédéral	38	
c.	Rapports du Conseil fédéral	13	
d.	Co-rapports	1	
e.	Consultation sur un projet d'ordonnance du Conseil fédéral	7	
f.	Examen préalable des initiatives parlementaires	68	<i>24 donner suite / 38 ne pas donner suite / 6 en suspens</i>
g.	Avis sur les examens préalables conclus par une décision positive de la CAJ-CE	11	<i>8 adoptions / 3 rejets</i>
h.	Examens préalables d'initiatives	10	<i>9 donner suite / 1 ne pas</i>



	des cantons		<i>donner suite</i>
i.	Élaboration d'un projet (iv. pa. / iv. ct. 2 <sup>e</sup> phase, iv. comm.)	14	
j.	Projet émanant de l'autre conseil (initiatives parlementaires élaborées par une commission du Conseil des États)	7	
k.	Interventions de la commission	10	<i>8 motions / 2 postulats</i>
l.	Motions de l'autre conseil (et motions du Conseil national modifiées par le Conseil des États)	28	<i>26 adoption (en l'état ou après modification) / 1 rejet / 1 en suspens</i>
m.	Pétitions	21	<i>4 en rapport avec des objets en suspens / 17 ne pas donner suite</i>
n.	Objets internes	7	
o.	Cas particuliers	5	<i>Immunités</i>
	<b>Total</b>	244	

## 22 Projets émanant du Conseil fédéral

Les principaux projets du Conseil fédéral :

- [06.063](#) é CC. Protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation
- [07.057](#) n Loi instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure. Modification
- [07.061](#) é CC. Cédule hypothécaire de registre et autres modifications des droits réels
- [07.089](#) é Développement de l'acquis de Schengen. Système d'information Schengen





- [08.011](#) é CO. Droit de la société anonyme et droit comptable. ad: 08.080 s
- [08.066](#) é Loi sur l'organisation des autorités pénales
- [08.080](#) é Contre les rémunérations abusives. Initiative populaire. CO. Modification
- [08.081](#) n CO. Bail à loyer et bail à ferme
- [09.069](#) é Loi contre la concurrence déloyale. Modification
- [09.086](#) n Loi sur la protection des marques. Modification et projet Swissness
- [10.039](#) é Loi sur la restitution des avoirs illicites
- [10.077](#) é Loi sur la poursuite pour dettes et la faillite. Droit de l'assainissement

*Les résumés des messages, des rapports et des délibérations sont disponibles sur Curia Vista (cf. liens ci-dessus).*

Outre les projets énumérés ci-dessus dont la commission a entrepris le traitement à partir de 2008, elle a poursuivi l'examen de projets en relation avec la réforme de la justice : le code de procédure civile (06.062), la procédure pénale des mineurs (05.092) et. Un dernier volet de la réforme de la justice traité en 2009 est le projet de loi sur l'organisation des autorités pénales de la Confédération (08.066). Dans ce contexte, il convient aussi de mentionner la révision du droit de la tutelle (06.063). La commission a également examiné divers objets volumineux et complexes dans d'autres domaines, tels que la cédule hypothécaire (07.061) ou la révision du droit du bail (08.081). Dans la seconde moitié de la législature, la révision du droit de la société anonyme et du droit comptable ainsi que l'initiative populaire contre les rémunérations abusives (08.011 ; 08.080) ont particulièrement occupé la commission Enfin, celle-ci a traité plusieurs projets visant à développer l'acquis de Schengen (07.089 ; 08.078 ; 09.073).

## **23 Élaboration d'un projet**

Les projets élaborés par la CAJ-CN sont les suivants :

- [00.431](#) Iv.pa. Cina. Assurer l'encadrement législatif de l'activité de guide de





montagne et du secteur des activités à risque

- [03.428](#) n Iv.pa. Leutenegger Oberholzer. Nom et droit de cité des époux. Egalité
- [05.404](#) n Iv.pa. Roth-Bernasconi. Réprimer explicitement les mutilations sexuelles commises en Suisse et commises à l'étranger par quiconque se trouve en Suisse
- [05.445](#) n Iv.pa. Studer Heiner. Juridiction constitutionnelle
- [07.476](#) n Iv.pa. Müller-Hemmi. Faire en sorte que la Constitution soit applicable pour les autorités chargées de mettre en oeuvre le droit
- [06.490](#) n Iv.pa. Leutenegger Oberholzer. Renforcement de la protection des consommateurs. Modification de l'article 210 CO
- [06.461](#) n Iv.pa. Rechsteiner Paul. Réhabilitation des Suisses engagés volontaires durant la guerre civile espagnole
- [08.458](#) n Iv.pa. Jositsch. Investigation secrète. Restreindre le champ d'application des dispositions légales
- [10.400](#) n Iv.pa. CAJ-CN. Rétribution des juges ordinaires du Tribunal fédéral des brevets
- [10.505](#) n Iv.pa. CAJ-CN. Ordonnance sur les juges. Réexamen du système salarial des juges
- [11.400](#) n Iv.pa. CAJ-CN. Nombre de postes de juges au Tribunal fédéral à partir de 2012

## 24 Projets d'acte de l'autre conseil

La CAJ-CN a examiné 4 projets d'actes élaborés par la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats.

- [08.501](#) é Iv.pa. CAJ-CE. Augmentation du nombre de postes de juge au Tribunal administratif fédéral
- [10.441](#) é Iv.pa. CAJ-CE. Rapports de travail et traitement du procureur général de la Confédération et de ses suppléants
- [10.442](#) é Iv.pa. CAJ-CE. Organisation et tâches de l'autorité chargée de la surveillance du Ministère public de la Confédération





- [10.443](#) é Iv.pa. CAJ-CE. Contre-projet indirect à l'initiative populaire "contre les rémunérations abusives"
- 

## 25 Examens préalables

Au cours de ces quatre années, la commission a traité 63 initiatives parlementaires. Le chiffre de 46 donné dans la rétrospective pour la première moitié de la 48<sup>e</sup> législature a été revu à la baisse et porté à 34 ; ont été déduits les examens préalable en cours de divergence. L'examen préalable est en suspens dans 6 cas, pour lesquels la commission attend des rapports de l'administration ou veut les traiter dans le cadre plus général d'objets à venir (notamment messages du Conseil fédéral). 18 autres initiatives parlementaires n'ont pas encore pu être traitées.

## 26 Interventions

Pas de remarque.

## 27 Consultations sur des projets d'ordonnance, information et coordination

Outre les affaires qui lui ont été transmises par les bureaux des Chambres, la CAJ-CN, en vertu de l'article 44, al. 1, let. c et d, LParl (cf. point 1), a traité divers problèmes d'actualité relevant de son domaine de compétences.

- consultations sur des projets d'ordonnance selon art. 151 LParl :  
La CAJ-CN s'est prononcée sur le projet d'ordonnance sur le contrôle du trafic transfrontière de l'argent liquide, élaboré suite à la loi fédérale du 3 octobre 2008 sur la mise en oeuvre des recommandations révisées du Groupe d'action financière (07.064). Elle s'est également prononcée sur l'avant-projet d'ordonnance sur la prise en charge extrafamiliale d'enfants. Pour cinq autres projets examinés, elle ne s'est pas prononcée.
- coordination avec d'autres commissions :  
La CAJ-CN et la CIP-CN ont eu divers contacts en vue de coordonner les travaux de mise en oeuvre d'une initiative de la CAJ-CN (08.497 Iv. pa. CAJ-



CN. Modification des règles légales relatives à l'immunité) et d'une initiative de la CIP-CN (08.447 Iv. pa. CIP-CN. Garantir la confidentialité des délibérations des commissions.)

La CAJ-CN a pris connaissance de rapports et co-rapports qui lui ont été adressés par d'autres commissions à propos de différents objets.

- Enfin, la CAJ-CN s'est informée des problèmes liés à la protection des données en relation avec Google Street View.

## **28 Cas particuliers**

Au début de la législature, la CAJ-CN a été particulièrement occupée par des demandes de lever l'immunité de membres du Conseil national et de membres du Conseil fédéral. Elle a traité cinq dossiers : [08.052](#), [08.067](#), [09.010](#), [09.034](#), [09.035](#).

## **3 Composition de la commission, sous-commissions**

### **31 Présidence**

- Président session d'hiver 2007 - session d'hiver 2009: Gabi Huber
- Vice-président session d'hiver 2007 - session d'hiver 2009: Anita Thanei
- Président session d'hiver 2009 – session d'hiver 2011 : Anita Thanei
- Vice-président session d'hiver 2009 – session d'hiver 2011 : Yves Nidegger

### **32 Membres de la commission**

- Composition de la commission à partir de la session d'hiver 2007: Huber, Thanei, Aeschbacher, Amherd, Chevrier, Fluri, Freysinger, Geissbühler, Heer, Hochreutener, Hofmann, Jositsch, Kaufmann, Leutenegger Oberholzer, Lüscher, Markwalder Bär, Nidegger, Reimann Lukas, Schmid Barbara, Schwander, Sommaruga Carlo, Stamm, Vischer, von Graffenried, Wyss Brigit.





- Démissions et nouveaux membres depuis la session d'hiver 2007:  
Daguet remplace Hofmann à partir de la session de printemps 2009  
Engelberger, nouveau membre à partir de la session de printemps 2009  
Roux remplace Chevrier à partir de la session de printemps 2010  
Ingold remplace Aeschbacher à partir de la session d'été 2010  
Pardini remplace Daguet à partir de la session d'été 2011

### **33 Sous-commissions**

La commission a institué les sous-commissions suivantes:

- Sous-commission « Activité de guide de montagne et activités à risque »  
00.431 : Chevrier, Freysinger, Geissbühler, Huber, Leutenegger Oberholzer
- Sous-commission « Réprimer explicitement les mutilations sexuelles » 05.404 :  
Thanei, Geissbühler, Jositsch, Markwalder, Reimann Lukas, Schmid-Federer,  
Wyss Brigit
- Sous-commission « Iv.pa. CAJ-CN. Modification des règles légales relatives à  
l'immunité » 08.497 : Hochreutener, Fluri, Jositsch, Reimann Lukas,  
Sommaruga Carlo, Stamm, Vischer
- Sous-commission « Juridiction constitutionnelle » 05.445 / 07.476 : Vischer,  
Amherd, Fluri, Jositsch, Nidegger, Schmid-Federer, Schwander,  
Sommaruga Carlo, Stamm
- Sous-commission « Projet Swissness“ 09.086: Fluri, Hochreutener, Huber,  
Kaufmann, Jositsch, Nidegger, Schmid-Federer, Schwander, Sommaruga  
Carlo, Stamm, von Graffenried
- Sous-commission « Article 7 LDIP » (08.417) : Schwander,  
Leutenegger Oberholzer, Lüscher, Nidegger, Roux, Sommaruga Carlo, Wyss Brigit

## **4 Nombre de séances nécessaires**

### **41 Commission**





Ces travaux ont exigé au total 38 séances (non compris les séances organisées en période de session), équivalent à 73 jours de séances ou 359.90 heures (4.93 heures par jour de séance en moyenne).

## **42 Sous-commissions**

Ces travaux ont exigé au total 18 séances (non compris les séances organisées en période de session), équivalent à 17 jours de séances ou 46.3 heures (2.72 heures par jour de séance en moyenne).

## **5 Perspective**

Sujets importants à traiter pendant la 49<sup>e</sup> législature (2011 – 2013) en fonction des domaines de compétences de la CAJ-CN (selon l'état actuel des connaissances) :

### ***Droit privé***

- 10.077 (droit de l'assainissement)
- Taux de l'intérêt moratoire
- Droit du divorce (autorité parentale conjointe / prévoyance professionnelle / contribution[s] d'entretien)
- Protection contre les licenciements (« Whistleblowers »)
- Harmonisation des règles de prescription en droit de la responsabilité civile

### ***Droit pénal***

- 11.039 (mise en œuvre de l'initiative sur l'imprescriptibilité)
- Révision de la Partie générale du Code pénal
- Harmonisation des peines (révision de la Partie spéciale du Code pénal et de la législation spéciale)
- Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (« prostituées mineures »)
- Extension de l'interdiction d'exercer une profession (motion 08.3373 [Sommaruga Carlo])



- Révision totale de la législation sur le casier judiciaire

### **Autres**

- 11.050 (révision de la Loi sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières)
- Révision de la Loi sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication
- Evaluation de l'organisation judiciaire fédérale